Lafat : finances de la commune

Commune · Creuse (23) · 336 habitants · tranche 200 à 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Lafat affichait un encours de dette de 224 k€, soit 667 € par habitant, une épargne brute égale à 23,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,1 ans.

Dette par habitant
667 €
224 k€ au total

Capacité de désendettement
2,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
23,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 048 € / hab.
352 k€ au total

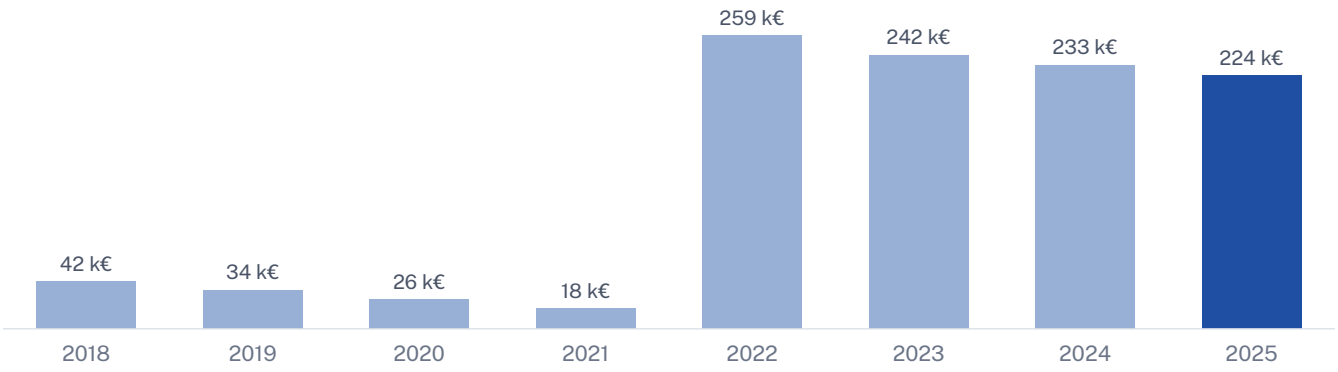
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 9 427 communes de 200 à 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 048 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	30,7 %	322 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	23,7 %	325 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	667 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	457 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	297 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 42 k€ en 2018 à 224 k€ en 2025 (+434,8 %). Valeur la plus haute : 259 k€ en 2022 ; la plus basse : 18 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	42 k€	33,2 %	0,4 ans	36 k€
2019	34 k€	15,5 %	0,6 ans	91 k€
2020	26 k€	0,7 %	10,6 ans	21 k€
2021	18 k€	13,1 %	0,4 ans	27 k€
2022	259 k€	21,2 %	3,1 ans	422 k€
2023	242 k€	36,9 %	1,7 ans	68 k€
2024	233 k€	14,2 %	4,1 ans	8 026 €
2025	224 k€	23,7 %	2,1 ans	154 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Lafat	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	667 €	653 €	+2,1 %
Impôts locaux par habitant	297 €	555 €	−46,5 %
Frais de personnel par habitant	322 €	420 €	−23,3 %
Investissement par habitant	457 €	330 €	+38,7 %
Taux d'épargne brute	23,7 %	17,3 %	
Capacité de désendettement	2,1 ans	1,8 ans	

Jumelles : Flayat (23), Saint-Cirgues (46), Maisonnais-sur-Tardoire (87), Villapourçon (58), Monpazier (24), Chives (17), Folles (87), Alet-les-Bains (11), Montrésor (37), Esparron-de-Verdon (04). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	370	336	−9,2 %	−2,7 %
Dette par habitant	92 €	667 €	+622,1 %	−22,9 %
Impôts locaux par habitant	216 €	297 €	+37,6 %	+25,9 %
Frais de personnel par habitant	254 €	322 €	+26,7 %	+23,9 %
Taux d'épargne brute	15,5 %	23,7 %	+8,1 points	−0,9 point
Capacité de désendettement	0,6 ans	2,1 ans	+1,4 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 072 €		2 004 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Lafat	Comparaison
Habitants (2023)	328	−12,8 % depuis 2012 (département : −4,9 %)
65 ans ou plus (2023)	41,3 %	département : 31,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	3 pour 100 habitants	département : 3,7
Salariés du secteur privé (2025)	2	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

70 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 50 emplois, soit 50 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	25,7 %	9 %	1,3 %	58 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	6,8 %	7,7 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	9,8 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	20,3 %	22,3 %	26,4 %	0 %
Employés	27 %	30 %	26,1 %	32 %
Ouvriers	20,3 %	21,2 %	19,5 %	10 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Creuse (23)) : 2 683 au moins, dont 58,9 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	265	65,7 %
Agriculteurs	134	6,7 %
Viticulteurs, arboriculteurs	114	100 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	106	90,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	98	33,7 %
Ouvriers mécaniciens de véhicules	91	73,6 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	80	100 %
Agents de service hospitaliers	63	7,9 %
Serveurs de cafés restaurants	61	54,1 %
Employés de libre service	59	55,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Lafat
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	100 k€ pour 10 projets
Par habitant	298 € (communes de même taille : 215 € ; département : 620 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	32,9 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	achat banqueteuse et epareuse	14 880 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.